

## L'APRES-PANDEMIE : QUELQUES PISTES

Nous voyons enfin le bout du tunnel, grâce aux divers vaccins mis à disposition des Etats. Certes l'apparition de nouveaux « variants » va ralentir la sortie de crise ; mais on peut faire confiance à la recherche et à l'industrie pharmaceutique mondiale pour adapter les traitements en cours à cette nouvelle donne, comme elles l'ont si souvent fait dans le passé.

Nous ne nous étendrons pas non plus sur les conséquences prévisibles dans le domaine civilisationnel : développement du télétravail, lorsqu'il est possible, accélération de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique ; la pandémie sert alors de prétexte pour des mutations de toute façon nécessaires. De même, une certaine « démondialisation » apparaît comme souhaitable, compte tenu des contraintes écologiques, de même qu'une lutte générale contre le gaspillage et des efforts de promotion des circuits « courts » (en faveur du « bio » et du produit « local »).

Nous préférons nous recentrer sur 4 aspects qui nous semblent importants, dans cette période d'après-COVID : quel type de croissance ? Que faire de la dette ? Quel « leadership » mondial ? Comment relancer l'économie française ? Nous allons analyser successivement ces différents points.

### Quel type de croissance ?

Nous entendons journallement des économistes « progressistes » prôner la décroissance économique, comme seul moyen de sauver la planète. C'est absurde, dans la mesure où les deux tiers de l'humanité aspirent à atteindre un niveau de vie identique à celui des classes moyennes occidentales. Il est clair que l'Asie ou l'Afrique vont renouer rapidement avec des taux de croissance supérieurs à 5 % pour la plupart d'entre eux, n'en déplaise aux écologistes.

Par contre, après un effort de rattrapage indispensable après la crise sanitaire, il est vraisemblable que les pays industrialisés vont connaître un rythme de croissance moins élevé (entre 1 % et 2 %) ; compte tenu d'une démographie déclinante (Europe, Etats-Unis, Japon, Russie). Sur le moyen terme, on peut anticiper une croissance mondiale moyenne limitée à 2,5 % - 3% et un commerce international inférieur à 2 % lié au rapatriement de certaines activités dans les pays de l'OCDE (« réindustrialisation»). Ces prévisions demeurent compatibles avec des efforts de réduction de la pollution atmosphérique (limitation de l'utilisation du charbon, retour de faveur du nucléaire, plafonnement de l'agriculture intensive).

### La réduction de la dette mondiale

Elle est constituée de 2 éléments : la dette COVID et la dette structurelle, existant avant la pandémie. En ce qui concerne la première, elle bénéficie actuellement de taux réels faibles, voire négatifs et peut-être consolidée sur une période relativement longue, qui pourra s'étendre à 20 ou 30 ans, refinancée à un moment où les taux nominaux restent bas, dans la perspective d'un redémarrage limité de l'inflation, ce qui contribuera à diminuer la charge de cette dette.

Pour ce qui est de la dette structurelle, elle nécessitera l'engagement des Etats dans la mise en œuvre des réformes appropriées, de manière à diminuer progressivement les déficits budgétaires aggravés par l'actuelle pandémie. Cette tâche sera facilitée par l'existence de taux d'intérêt favorables dont la remontée sera progressive. Par ailleurs, l'économie mondiale peut tabler sur une grande stabilité monétaire, marquée par l'existence de 3 monnaies de réserve reconnues et solides : le dollar, l'euro, le yuan. Contrairement à ce que pensent certains spécialistes, les « crypto-monnaies », indépendantes des banques centrales ne peuvent pour l'instant rivaliser avec les monnaies « officielles », à cause de leur caractère ultra-spéculatif ; en outre elles représentent pour l'instant moins de 1 % de la circulation monétaire mondiale.

Grâce à la sécurité offerte par les monnaies de réserve gagées en fait sur l'économie des pays émetteurs et indirectement sur l'or détenu par les banques centrales de ces pays (FED, BCE et Banque Populaire de Chine), les créanciers internationaux sont prêts à payer pour prêter dans ces monnaies, acceptant ainsi des taux d'endettement qui, au niveau de chaque Etat (Etats-Unis, Union Européenne, Chine) sont relativement élevés, en termes historiques. C'est le prix de la « confiance » et il devrait se maintenir encore longtemps, tant que le monde est en paix...

## **Quel « leadership » mondial ?**

Les Etats-Unis ont renoncé à être les « gendarmes » du monde, durant le mandat de Trump. Il est probable que l'arrivée de Joe Biden ne changera pas cette tendance. En effet, ce rôle dévolu à l'hyperpuissance finit par coûter très cher (cf. ce qui est advenu à l'URSS à la suite de la guerre d'Afghanistan !). Nous allons donc assister à une sorte de partage des rôles : les Etats-Unis se reconcentreront sur l'Amérique, l'Europe et l'ASEAN ; la Chine continuera à avancer en Asie, en Afrique et Amérique Latine ; la Russie de Poutine se rapprochera de plus en plus de ses prédécesseurs impériaux, les tsars ; l'Europe restera un nain politique mais une grande puissance économique et commerciale comme la Venise du XVIII<sup>ème</sup> siècle ; la Turquie mimera l'Empire Ottoman.

Quel a été l'impact de la crise sanitaire sur les forces en présence ? Le grand vainqueur semble être la Chine, sortie la première de la pandémie et avec une grande efficacité, liée à l'expérience d'épidémies précédentes. En 2020, le PIB a crû de 2 % contre - 8 % dans la zone euro et - 6 % aux Etats-Unis. Les réserves de changes chinoises sont passées de 3,2 milliards de dollars en 2019 à 5 milliards, fin 2020.

En outre, la Chine vient de finaliser un traité régional, le RCEP (Regional Commercial And Economic Pact) qui réunit 15 pays sous son égide : les 10 pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande, soit 2 milliards d'habitants et 30 % du PIB mondial. Nous ne nous attarderons pas sur les initiatives désormais bien connues de la « route de la soie » ou du plan d'aide à l'Afrique (y compris l'installation d'une grande base navale à Djibouti), mais évoquerons les réussites de la Chine en Amérique Latine.

En 2019, les entreprises chinoises ont investi près de 13 milliards dans le sous-continent ; les échanges Chine-Brésil sont passés de 2 milliards en 2000 à 100 milliards en 2020, le Brésil exportant désormais 30 % vers la Chine (dont 80 % de son soja). Celle-ci a bénéficié de sa sortie rapide de la pandémie pour devenir un exportateur majeur en matière de masques et de vaccins. Enfin, les dépenses militaires chinoises ne cessent de progresser. Il est évident que les différends Etats-Unis/Chine risquent de s'amonceler dans les années à venir.

## **Comment relancer l'économie française ?**

La crise de la COVID a démontré deux choses : l'impréparation de la France face au virus et le recul du pays en matière scientifique et technologique. Contrairement aux autres Etats industrialisés, nous avons été incapables de produire un vaccin approprié. En outre, on s'est aperçu que les chercheurs français qui avaient participé à ces efforts de recherche l'avaient fait en partie à l'étranger. On constate d'ailleurs qu'il s'agit d'une tendance lourde : nos chercheurs partent aux Etats-Unis ou dans d'autres pays, parce qu'on leur offre de meilleures carrières, en général bien mieux rémunérées.

De même, dans le domaine des mathématiques, alors que la France régresse dans les classements internationaux, nos doctorants sont très présents dans la Silicon Valley et dans les Universités américaines. La médiocrité croissante de notre système éducatif, le manque de contact du CNRS avec le monde des entreprises expliquent en grande partie cette situation.

Depuis plusieurs années, l'investissement public est insuffisant par rapport aux besoins. De plus, le financement de la création d'entreprise et de son développement (private equity) n'est pas favorisé. Le nombre d'actionnaires individuels, malgré une récente hausse (400 000 personnes) ne dépasse pas les 4 millions, contre 7 millions il y a 20 ans. La pression fiscale excessive réalisée durant la présidence de François Hollande a découragé nombre d'investisseurs potentiels ; d'autres se sont expatriés en Belgique ou au Portugal. Lorsque les startups prennent de l'ampleur, elles trouvent rarement des financements nécessaires et beaucoup sont alors rachetées par des fonds étrangers. On ne perçoit aucun changement dans cette tendance, malgré les efforts méritoires de la B.P.I. (Banque Publique d'Investissements) et d'autres institutions similaires.

Enfin, les discours en faveur d'une « réindustrialisation » de la France, par un rapatriement de nos entreprises qui se seraient délocalisées, apparaissent creux, faute d'une stratégie claire. On interdit le rachat de Carrefour, mais on a laissé General Electric racheter une partie d'Alstom (qui intervient dans la construction des centrales nucléaires !). Où est la stratégie sous-jacente ?

En conclusion, il est clair que l'économie française va rebondir après la crise sanitaire (probablement un PIB de 5 % en 2021), mais beaucoup moins qu'elle le pourrait. N'oublions pas que la chute en 2020 s'est élevée à 10 % ; c'est-à-dire une baisse du PIB de 8,5 %, plus un manque de croissance de 1,5 % (qui était prévu pour l'année dernière avant la crise sanitaire).

Et cela, faute d'avoir osé affronter et résoudre nos problèmes structurels dont les principaux ont été évoqués dans les paragraphes précédents.

Bernard Marois